Nous sommes en colère !

Les collectivités locales, institutions républicaines de proximité comme leurs administré.es sont en colère !

En effet elles sont amenées à répondre aux besoins accrus des populations, elles sont sollicitées par les habitant.es de plus en plus nombreux et nombreuses aux difficultés grandissantes.

En effet, Il y a aujourd'hui en France, des milliers de gens qui ne peuvent plus se loger décemment, manger correctement, se soigner convenablement.

Il y a aujourd'hui, en France, des milliers de gens qui ne demandent qu'à vivre simplement et dignement sans craindre les fins de mois difficiles.

Il y a aujourd'hui en France des milliers gens qui ne peuvent plus aller en cours, se rendre à leur travail ou pratiquer tous types de déplacements faute de carburant accessible mais aussi faute de transports en commun publics et gratuits, dignes du 21ème siècle .

Face à cette situation, les moyens des collectivités pour agir diminuent. De plus il n'est pas du rôle des collectivités locales de pallier la perte du pouvoir d'achat généralisé que connait le pays.

Le peuple de France est en souffrance et exprime sa colère à travers des revendications aux formes multiples : des actions politiques, des mouvements citoyens, des luttes syndicales, avec les cheminots, les agents du conseil départemental, les infirmières libérales, le personnel hospitalier, les dockers, les personnels du commerce, les enseignants etc…

La question du pouvoir d'achat est centrale dans la société française. Nous vivons une situation très grave révélant des fractures, voire des ruptures dans le corps social lourdes de danger pour la démocratie et l'avenir.

Alors que l'on assiste à un appauvrissement des plus démuni.es et des catégories socio-professionnelles moyennes, paradoxalement, il y a quelques poignées de privilégiés, de riches dont les actionnaires qui n'ont pas assez de mille vies pour utiliser l'argent des profits et des niches fiscales gagnées sur l'austérité imposée aux populations.

La cohésion nationale, le vivre ensemble ne peuvent exister et perdurer sans des mesures fortes.

Solidaires de toutes celles et ceux éprouvés au quotidien, le conseil municipal de Port de Bouc, réuni ce jour demande au gouvernement d'exercer pleinement la solidarité nationale, conformément à l'article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme. Je cite : « pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses de l'administration, une contribution commune est indispensable ; elle doit être également répartie entre tous les citoyens en raison de leurs facultés. » Il est plus qu'urgent de changer de cap à travers une politique de justice et de fiscalité sociale ! Les profits et l'argent public doivent être placés au service de la population.

Notre République Française répondant aux valeurs de Liberté, d'Egalité et de Fraternité en dépend pour assurer un avenir meilleur pour l'ensemble des françaises et français.